

Questions orales

Sans doute sait-il aussi que, en octobre dernier, le Cabinet a autorisé le ministère des Pêches à dépenser quelque 28 millions de dollars de plus pour surveiller les pêcheries. Cela devrait répondre amplement aux besoins, car c'est beaucoup plus que ce que notre ministère a pu contribuer dans le passé.

* * *

LA SANTÉ

M. Stan Wilbee (Delta): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Jusqu'ici, environ 2 000 Canadiens sont morts du SIDA et 3 300 autres ont contracté cette maladie mortelle. Malgré tous les efforts de nos plus grands médecins et scientifiques, nous n'avons pas encore trouvé de remède. Le mieux que nous puissions faire, c'est de prévenir cette maladie. À cet égard, le gouvernement a présenté le 1^{er} décembre un excellent film vidéo sur le SIDA.

Le ministère a-t-il l'intention de faire d'autres films vidéos d'information de ce genre?

L'hon. Perrin Beatty (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, outre le film vidéo *Live* que nous avons diffusé le 1^{er} décembre, Journée mondiale du SIDA, nous négocions actuellement la diffusion sur le réseau national de Radio-Canada d'un autre film vidéo sur le SIDA.

Nous avons déjà montré le film à un certain nombre de personnes qui travaillent dans le secteur de la santé communautaire, et les enseignants en sont très satisfaits. Nous préparons actuellement du matériel pédagogique qui sera utilisé dans les classes en même temps que le film vidéo.

* * *

L'ÉCONOMIE

M. Ian Waddell (Port Moody—Coquitlam): Monsieur le Président, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor. Il sait que durant les négociations canado-américaines sur l'Accord de libre-échange, les Américains ont exercé de fortes pressions sur nos industries culturelles, y compris les subventions postales visant à maintenir les magazines canadiens à flot. La ministre précédente, M^{me} Flora MacDonald, s'était vantée à la Chambre d'avoir remporté la victoire et de pouvoir encore verser des subventions pendant au moins cinq ans.

La semaine dernière, le ministre a réduit ces subventions. Pourquoi a-t-on choisi la culture canadienne comme cible et n'était-ce pas là qu'un subterfuge? De fait, c'était une concession faite dans le cadre de l'Accord de libre-échange sous l'apparence d'une compression budgétaire.

• (1500)

[Français]

L'hon. Marcel Masse (ministre des Communications): Monsieur le Président, les décisions du gouvernement en ces matières n'ont rien à voir avec le traité de libre-échange, je peux en assurer mon collègue.

Ce que nous cherchons, c'est à développer un programme qui rencontre les objectifs culturels canadiens dans le secteur de l'édition et du magazine, monsieur le Président.

[Traduction]

M. Waddell: Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire à poser au premier ministre.

Le premier ministre a parlé avec éloquence à la Chambre des cinq millions de Canadiens illettrés. Il a fait volte-face et il a imposé une taxe sur les livres et supprimé les subventions versées aux magazines canadiens.

Quelles sont les priorités du gouvernement, vu que la dernière semaine, les principales victimes—pas les cafétérias ni les salles à manger, mais les véritables victimes—des compressions ont été des étudiants et l'industrie culturelle du Canada. Où se situent les priorités du gouvernement?

[Français]

M. Masse: Monsieur le Président, la priorité du gouvernement en ces matières est de s'assurer que nos industries culturelles sont viables, que la communication entre le créateur canadien et le consommateur canadien soit efficace, et c'est dans cet esprit que nous travaillons.

[Traduction]

Mme Beryl Gaffney (Nepean): Monsieur le Président, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor.

Le budget de la Commission de la capitale nationale sera réduit de 24 millions de dollars au cours des trois prochaines années. Ces compressions s'ajouteront à la réduction de 5 millions de dollars annoncée dans le budget déposé en avril dernier.

En réduisant le budget de la CCN de 25 p. 100, en obligeant la CCN à vendre des propriétés fédérales, en la